

# SYNDICAT CFTC - DOUANES

Bâtiment Condorcet – Teledoc 322 - 6, rue Louise Weiss  
75703 PARIS Cedex 13  
☎ : 01 57 53 29 21  
E-mail : [cftc.douanes@douane.finances.gouv.fr](mailto:cftc.douanes@douane.finances.gouv.fr)



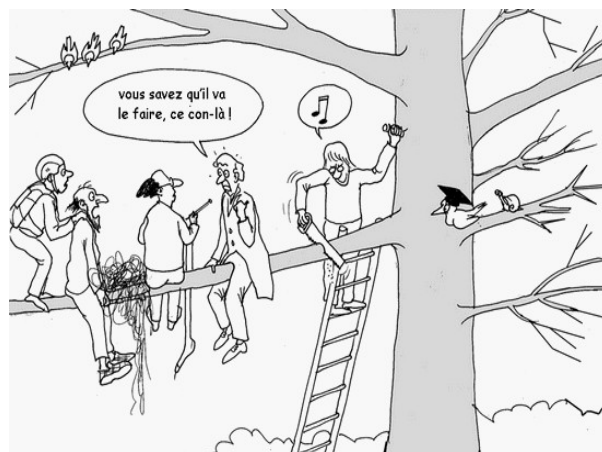
## Les brèves de la CFTC-Douanes - Décembre 2013

### Autrement

Lorsqu'il s'agit de fermer un bureau de douane, l'administration procède bien souvent par étapes : d'abord elle retire une mission, qu'elle confie à un bureau voisin, puis une autre, puis une troisième (viticulture, dédouanement, tabacs, etc.). A chaque fois, elle en profite pour supprimer l'effectif attaché à cette mission. Au bout de quelques années, elle propose (impose) la suppression du service, arguant qu'il n'y a plus matière à occuper des agents, et que l'effectif restreint rend impossible la continuité du service dans de bonnes conditions. Belle manœuvre, accomplie tout en jurant ses grands dieux que la pérennité du service n'était pas mise en cause ... jusqu'au jour où ...

Si l'État voulait supprimer une direction générale, il procéderait de même. Et les agents des douanes qui se sont mobilisés dans des conditions difficiles le 21 novembre pour défendre leur avenir l'ont bien senti.

Le PSD voudrait faire croire que la DGDDI continuera à assurer l'intégralité de ses missions avec toujours moins d'agents, à grand renfort de restructurations et concentrations à outrance. Mais tant ses autorités de tutelle que plusieurs rapports parlementaires pointent du doigt la nécessité d'abandonner certaines missions par manque de moyens et d'effectifs. ***A force de scier la branche sur laquelle on est assis, un jour elle finit par tomber. A un moment donné, la DGDDI sera tellement « concentrée » qu'il sera devenu beaucoup plus facile de la rayer de la carte.***



Personne n'est dupe du PSD, et nous sommes les premiers à condamner cette mise à mort de notre administration, et à nous y opposer.

#### **Mais ensuite ?**

Quel avenir pour les missions, les agents ? Ne faudrait-il pas cesser de se voiler la face et envisager d'ores et déjà l'après douane ?

Bien sûr on pourra nous traiter d'oiseau de mauvais augure, mais après tout, que demandent les agents aujourd'hui ? De la **VISIBILITE** sur leur avenir !

Déjà la gestion des restructurations commence à s'organiser au niveau ministériel, et un jour ce sera au niveau interministériel. Vaut-il mieux passer sous la coupe des préfets de région, ou intégrer une DGFIP dont nous pourrions constituer la branche « relations internationales » ? Fiction ou avenir ?

***Quoi qu'il en soit, la question mérite d'être posée. Parce que l'administration a beau vouloir nous rassurer sur notre pérennité, on n'y croit plus, ou plus vraiment.***

Il ne s'agit pas de faire dans la sinistrose, que condamnait vigoureusement notre précédent directeur général, mais force est de constater que les conclusions du PSD ne nous tracent pas un avenir radieux. Pour donner le moral, il y a mieux ...

Les agents ont trop souvent entendu ces promesses au plan local : « Votre service n'est pas menacé ». Cela ne fait illusion qu'un temps ; aujourd'hui, plus personne n'est à l'abri d'une restructuration.

***Alors le temps est peut-être venu d'être lucide et d'envisager notre avenir différemment, autrement, élargir notre horizon plutôt que le réduire sans cesse, pour enfin cesser de subir.***

***CFTC-Douanes : sur un autre ton.***